

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 32 F et 16 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 180
LE NUMERO : 1 F
23 sept. au 6 oct. 1974

ENTRE DEUX PARTICIPATIONS AU GOUVERNEMENT

La longue marche de l'opportunisme stalinien

La rupture, après la seconde guerre, des blocs de la Résistance correspondit à la rupture entre les alliés de la guerre impérialiste, qui fut un terrible facteur de confusion dans les rangs ouvriers en accréditant l'idée fal-

acieuse qu'il existait un camp socialiste prétendument ennemi juré du capitalisme et point d'appui pour l'émancipation sociale du prolétariat mondial.

Rien ne serait plus faux que de s'imaginer que le passage brutal des partis staliniens de la collaboration gouvernementale à l'excommunication politique a marqué un retour sur des positions révolutionnaires de classe. Le PCF (entre autres) fut en effet loin de prendre le tournant en fin stratège : s'accrochant aux basques gouvernementales en dépit de toute réalité, il fut condamné au revirement politique par le déclenchement de la guerre froide et par le... coup de pied au cul de Ramadier : la Reconstruction était bien engagée, la machine étatique parfaitement huilée et même renforcée, la classe ouvrière avait « retroussé ses manches ». La bourgeoisie n'avait plus aucune raison de faire de petites concessions politiques à un parti qui, d'autre part, était plus utile dans l'opposition.

Après que le stalinisme eut travaillé pendant plus de dix ans au renforcement de la défense nationale, à la lutte contre les tendances centrifuges dans l'empire colonial, et que ces efforts eurent conduit à la résistance patriotique et à la reconstruction nationale, c'est-à-dire à la défense et au renforcement de l'Etat impérialiste, il était désormais exclu historiquement que son opposition puisse se porter sur un terrain révolutionnaire et vise à l'affaiblissement et au renversement de l'Etat. L'opposition du PCF ne pouvait donc être que démocratique, et elle ne fut jamais autre chose, même s'il se crut obligé de faire de l'opposition sur des terrains qu'il avait abandonnés pendant sa période gouvernementale, celui des luttes ouvrières et celui des guerres coloniales — où sa dénonciation toute platonique du colonialisme ne fit jamais que masquer la défense dans les faits de l'impérialisme français.

Le caractère d'opposition du PCF ne pouvait donc faire illusion que dans la mesure où il était en réelle opposition avec la bourgeoisie française en matière de politique internationale et où la guerre froide avait retardé le moment où il renoncerait même formellement à la revendication de la violence et de toutes les armes clinquantes mais vidées de contenu révolutionnaire qu'arborait le stalinisme, et adapterait son habit communiste révolutionnaire à sa nature démocratique réformiste.

L'éloignement des possibilités de « compagnonnage » bourgeois fut sans aucun doute ressenti comme le pire ostracisme par les staliniens, qui ne furent jamais aussi à l'aise que lorsque le terrain international permettait à leur talent patriotique et chauvin de s'exercer avec tout le zèle dont des larbins sont ca-

pables, c'est-à-dire quand se rapprochaient les intérêts nationaux et impérialistes de la France et de la Russie. Avec quel empressement — leurs héritiers d'aujourd'hui le rappellent avec émotion — ne se précipitaient-ils pas, même pendant le temps de leur bannissement, dans les bras des gaullistes, dès que l'occasion s'en présentait, comme en 1954 avec la CED ? La « réintégration » d'un parti qui, selon Guy Mollet, « n'était pas à gauche mais à l'Est » dans la « vie politique nationale » supposait donc une modification de la situation internationale. Il fallait la « coexistence pacifique » et le XX^e congrès du PCUS qui permit au PCF de se débarrasser des dehors de la violence et de la dictature prolétarienne pour endosser les livrées tristes et léchées des voies pacifiques et parlementaires au socialisme. Mais il fallait également que les tendances centrifuges de la bourgeoisie française vis-à-vis de l'Amérique se manifestent plus ouvertement. On comprend avec quel soulagement le PCF accueillit les coups de tête du général-président et sa sortie de l'OTAN et avec quelle tendresse émue à son égard ses dirigeants d'aujourd'hui rappellent ces faits « profondément nationaux ». Tandis que la « détente » entre l'Est et l'Ouest permet de se glisser discrètement hors de l'ombre du « grand frère » russe quelquefois encombrant, et de passer sans douleur et sans bruit de la revendication de l'alliance avec la Russie de 1935 à une simple référence à une « coopération économique avec tous les pays y compris les pays de l'Est », le PCF peut se montrer, au moment où le gaullisme décline, comme le héraut de la lutte sans arrière-pensées contre « la vassalisation » vis-à-vis de l'Amérique. Tel est le sens des hardiesses du PCF qui appelle aujourd'hui — non sans quelques succès, Charbonnel et Jobert en sont la preuve — le « courant gaulliste » à abandonner, au nom de la « France de toujours », l'UDR pour la gauche :

« Le pouvoir de Giscard d'Estaing est au service de la haute finance et des grands monopoles que le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) dénonçait, en mars 1944, comme les principaux artisans de la trahison nationale. Ce programme de la Résistance proposait leur mise à la raison comme la condition d'une France libre, plus juste et plus humaine. Trente ans plus tard, le problème se pose à nouveau. A nouveau les patriotes ont à s'unir dans un véritable rassemblement de notre peuple qui fera triompher, dans les conditions d'aujourd'hui

l'idéal de la Résistance ! » France Nouvelle du 2-7-74.

Mais s'il s'agissait seulement de chauvinisme, la France ne manque pas de partis chauvins. Une autre condition, et non la moindre, du retour au bercail de la « vie politique nationale » est l'utilité sociale du PCF, qui a une influence aujourd'hui encore prépondérante sur la classe ouvrière. S'il fut congédié sans égards en 1947, la bourgeoisie n'a jamais oublié les services rendus par l'opportunisme pendant la période de la Résistance et du Front National, et elle sait qu'à l'heure des difficultés, elle pourrait de nouveau compter sur son dévouement. Qui peut en effet convaincre le prolétariat que la situation impose des sacrifices et anesthésier ses réactions aux difficultés économiques mieux que les partis qui ont une influence sur les ouvriers et contrôlent leurs organisations ? Voyez l'Angleterre, le Portugal ; voyez l'Espagne où les « communistes » assurent à la

(suite page 3)

L'AGITATION DANS LE CONTINGENT

Passé encore que 2.500 appelés aient signé « l'appel des cent ». Les autorités militaires ont cru s'en consoler en mutant ou en enfermant les « gauchistes » accusés d'avoir... « extorqué des signatures à leurs camarades ». Mais qu'à Draguignan, deux cents soldats aient osé sortir de la caserne et manifester dans les rues pour des revendications économiques (comme la solde à 1.000 F), pour réclamer les droits politiques les plus élémentaires ou combattre le racisme et les vexations dont sont victimes les appelés amillais, cette fois cela dépasse les bornes !

Malgré les conseils d'« éviter de mettre le feu aux poudres en tentant, pour le moment [c'est nous qui soulignons, mais notez bien !] une impossible répression » (*Le Monde*, 12-9) les sanctions tombent : la sécurité militaire et la gendarmerie interrogent les « meneurs » pour savoir si la manifestation a été ou non... organisée, et un escadron de gardes mobiles a été dépêché sur les lieux de l'attentat... au moral des armées.

Combien de tels faits, — comme également la tentative d'un soldat de Nice de haranguer ses camarades pendant les couleurs — inquiètent la bourgeoisie, le même numéro du *Monde* nous en donne une idée :

« Le sens de la manifestation de Draguignan est clair. Il n'est que temps de mettre en route de profondes réformes, à commencer par le réexamen du principe même de la conscription. Il n'est que temps aussi de former les hommes qui auront à encadrer une armée renouée. Plusieurs générations de chefs militaires ont lutté pour sauvegarder les apparences et les faire passer pour des réalités aux yeux des responsables politiques comme à ceux de l'opinion. Au risque de

voir, sous un faible choc, disparaître les empires et s'abattre les institutions.

Plutôt que d'avoir, en pleine période de difficultés économiques, à ramasser les débris d'une armée éculée, le pouvoir a intérêt à stimuler l'imagination de ses généraux et l'autorité de ses ministres ».

Parbleu, « l'armée est le dernier rempart de la société libérale » comme le rappelait Galley il n'y a pas si longtemps ! Les communistes révolutionnaires ont toujours reconnu la justesse d'une telle affirmation. C'est pourquoi leur propagande anti-militariste doit se démarquer nettement du pacifisme petit-bourgeois et doit mettre en avant la nécessité de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie. C'est également la raison pour laquelle le parti doit se rendre capable, non seulement par l'agitation défaitiste, mais aussi, en œuvrant pour la solidarité entre les éléments prolétaires de l'armée et les luttes ouvrières ou des rébellions anti-coloniales, d'affronter les tâches suprêmes : celle de décomposition de l'armée bourgeoise pour

(suite page 3)

ANGLETERRE

Des « syndicalistes raisonnables »...

Première touchée avec l'Italie par la crise, l'économie britannique continue à s'enfoncer lentement mais sûrement : la production industrielle stagne, le déficit commercial atteint des profondeurs vertigineuses (plus de 6 milliards de dollars

pour le premier semestre 1974), les paiements extérieurs ne sont couverts que grâce aux prêts massifs de banques étrangères, le taux d'inflation dépasse 16 %, les chômeurs sont déjà officiellement plus de 600.000 et leur nombre croît rapidement.

Dans ces conditions, les fondés de pouvoir travaillistes de l'impérialisme britannique doivent redoubler d'efforts pour maintenir à flots la galère de l'économie nationale, ce qui signifie en premier lieu pressurer la classe ouvrière. La survie du capital anglais dans l'impitoyable concurrence du marché mondial exige en effet une réduction brutale de son niveau de vie, tandis que la crise implique simultanément l'augmentation du chômage. Tout le savoir-faire du Labour Party est donc mobilisé pour essayer de plier la classe ouvrière à ces exigences en évitant l'explosion sociale. Les nouvelles élections prévues pour début octobre, en plus de l'objectif officiel qui est de renforcer la majorité parlementaire travailliste, servent déjà à désamorcer la « rentrée sociale » et à noyer les revendications ouvrières dans le marais électoral, d'après un procédé que nombre de bourgeoisies ont appris à utiliser avec habileté. Les dirigeants des Trade Unions se sont empressés de saisir le prétexte pour prêcher la modération aux travailleurs et essayer de faire

respecter le « contrat social » formellement passé avec le gouvernement.

Le point essentiel de ce « contrat » élaboré au printemps dernier par le « Comité de liaison T.U.C. - Parti Travailliste » est la reconnaissance par le T.U.C. que dans les conditions économiques actuelles il ne peut y avoir d'« amélioration significative » du niveau de vie de la classe ouvrière ; les dirigeants syndicaux opportunistes s'engagent en conséquence à limiter les revendications salariales — c'est-à-dire en clair, compte tenu de la hausse du coût de la vie, à aider la bourgeoisie à réduire le niveau de vie de la classe ouvrière pour supporter la crise. Le rôle de courroie de transmission des intérêts bourgeois des syndicats aux mains des réformistes est ainsi clairement mis en évidence.

Mais si la bourgeoisie britannique sait bien qu'elle a dans le Labour et à la tête des Trade Unions les plus fidèles valets possible, rien ne lui garantit que malgré toute leur bonne volonté et leur

savoir-faire ceux-ci pourront indéfiniment contrôler les réactions d'un prolétariat de plus en plus pressuré. « Les chefs syndicaux [pure clause de style !] et les membres des syndicats sont-ils prêts à respecter le contrat social et à aider à combattre l'inflation à l'aide d'une productivité accrue, de relations sociales adoucies, et d'augmentations de salaires réduites ? » se demandait le *Financial Times* (2-9) au début du récent Congrès annuel des Trade Unions. La réponse des dirigeants opportunistes étant évidemment acquise d'avance, le Congrès a servi de tribune pour essayer d'enfoncer un peu plus encore dans la tête de la classe ouvrière l'idéologie de la servilité envers le capital. Le président du T.U.C., Lord Allen (*sic* — la bourgeoisie anglaise sait bien flatter la vanité de ses domestiques !) a notamment mis l'accent sur la responsabilité collective des syndicats dans le respect du « contrat social », cependant que le ministre des finances travailliste Callaghan a cyniquement agité de-

(suite page 4)

Les militaires éthiopiens et les revendications démocratiques bourgeoises

Dans un article du *Proletaire* n° 174 nous avons indiqué les causes sociales des troubles en Ethiopie et, contre les pseudo-extrémistes qui se désintéressent de ces luttes «non prolétariennes» derrière lesquelles ils ne voient que les rivalités impérialistes, nous avons rappelé l'importance que le communisme attache à ces mouvements. Depuis, le «chaudron éthiopien» n'a cessé de bouillir et, sans faire une étude approfondie, on peut préciser la signification de la prise du pouvoir par l'armée et les perspectives qu'elle ouvre.

Le mouvement des forces armées nait après les événements de février où un vaste mouvement de protestation des masses de la population culmine dans quatre jours de grève et d'émeute faisant plusieurs morts. Après la mutinerie d'une division en Erythrée, le mouvement de rébellion s'étend dans l'armée, mais assume aussitôt une double physionomie : s'il demande des réformes au vieux régime, il s'efforce de freiner le mouvement des masses.

Si les aviateurs revendiquaient bien en février la terre aux paysans, l'instruction gratuite et la libération des prisonniers politiques, ces revendications s'effacent par la suite en même temps que se multiplient les affirmations de loyalisme envers l'empereur. Dans la période d'équilibre instable qui s'instaure entre l'armée et le pouvoir impérial, ce «double jeu» est manifeste : l'armée arrête d'un côté des anciens ministres et potentats (fin avril), mais brise en même temps (début mai) deux grèves et arrête plusieurs syndicalistes. Et *Le Monde* a parfaitement raison d'écrire (le 2-7-74) : «L'hostilité déterminée à une aristocratie concussionnaire et conservatrice n'implique point... une solidarité inconditionnelle avec tous les contestataires. En effet, c'est l'intervention de l'armée qui, au cours des quatre derniers mois, a empêché le passage à l'émeute des différents mouvements revendicatifs déclenchés, alternativement ou simultanément, par les enseignants, les étudiants, les chauffeurs de taxi de la capitale, les employés d'Ethiopian Airlines, les membres du bas clergé».

Mais en même temps, malgré

toutes les protestations de fidélité, l'armée ne pouvait pas ne pas miner le pouvoir du «roi des rois» par l'arrestation des anciens potentats, des *ras*, des représentants les plus en vue de l'ancien régime opposés à toute réforme. Jusqu'au moment où l'élimination de Haïlé-Sélassié lui-même devenait inévitable. Là encore, cependant, l'armée a veillé à empêcher tout mouvement de masse : le 8-9, plusieurs milliers de personnes qui manifestaient à Addis-Abeba au cri de «prenez l'empereur et rendez-nous notre argent» ont été dispersés par les forces de l'ordre (*Le Monde* du 10-9). Et la proclamation même qui annonçait la destitution de l'empereur interdit «de faire grève, de prendre part à des manifestations ou réunions publiques non autorisées ou de se livrer à tout acte de nature à perturber l'ordre public» (*Le Monde*, 14-9). Rien d'étonnant si l'Eglise (qui est avec la noblesse le plus gros propriétaire terrien) fait savoir le 11-9 «par la voix de son patriarche qu'elle soutient le mouvement révolutionnaire [!]» (*Le Figaro* du 13-9) et que, les masses étant maintenues dans le «calme», «les notables provinciaux se rallient au nouveau régime» (*Le Monde* 15/16-9) !

Pour sommaire que soit le tableau que nous venons de brosser de l'action de l'armée éthiopienne, il montre à l'évidence qu'elle tente de réaliser une transformation *graduelle et par en haut* de la société, une transformation qui éliminerait progressivement les structures anciennes prébourgeoises en composant avec elles, en empêchant toute intervention radicale et violente des masses populaires. Qu'une telle tentative de «révolution bourgeoise par en haut, à la prussienne», qui s'efforce de réduire au minimum les secousses et les troubles sociaux, aussi bien localement qu'en ce qui concerne les rapports internationaux entre les Etats et entre les classes, qu'une telle tentative reçoive la bénédiction des bourgeois éclairés d'Europe n'est que trop normal, même si ces bourgeois sont les descendants de la révolution bourgeoise la plus radicale. Mais là où *Le Figaro* (13-9) exagère, c'est lorsqu'il feint de la prendre pour le nec plus ultra

du ... léninisme : «La révolution, disait Lénine, est un travail de taupé. Les militaires l'ont compris...». Ignorance ou cynisme ?

C'est la préparation de la révolution qui, pour Lénine, est un travail de taupé. Mais dans la révolution, même dans une révolution *bourgeoise*, Lénine, tout comme Marx et Engels, appelle *l'action violente et radicale des masses* ; il appelle la révolution *par en bas*, seule capable de balayer d'un seul coup les anciennes structures et les anciennes classes possédantes, d'accélérer la maturation sociale et en même temps de *réduire les souffrances* des masses, et de déblayer le mieux possible le terrain de la lutte de classes moderne.

Une des tâches primordiales d'une révolution bourgeoise c'est la réforme agraire, l'élimination des anciens rapports de propriété et d'exploitation à la campagne. Et certes, le programme de l'armée en parle. Mais il y a réforme agraire et réforme agraire. Dans une révolution «par en bas» ce sont les masses paysannes qui réalisent cette réforme, radicalement, et sur le dos des ci-devant propriétaires terriens. Dans une révolution «par en haut», l'Etat compose avec ces propriétaires terriens, et les «réformes» hybrides, lentes et laborieuses, se font sur le dos des paysans misérables et de la pièbe urbaine. C'est cette voie, la voie «prussienne» (ou égyptienne, plus récemment) que l'armée tente d'imposer en Ethiopie. Pour l'instant, il semble qu'elle y réussisse. Mais un cadre millénaire, immobile et «naturel», a été brisé. Et par sa base l'armée plonge dans la paysannerie misérable, décimée par la famine, dans le prolétariat et la petite bourgeoisie ; il n'est pas impossible que l'unité de l'armée soit brisée par la lame de fond d'un mouvement social.

Notre souhait est justement que les forces déchainées par le coup d'Etat militaire échappent au contrôle de l'armée et posent dans toute leur apreté et leur brutalité les questions de *classe*, les problèmes qu'une armée bourgeoise, pour progressiste qu'elle soit, ne peut ni éluder ni même étouffer par la force.

Cynisme de la bourgeoisie, servilité de l'opportunisme

Les dirigeants syndicaux ne se sont pas privés de décrire ces dernières semaines la situation difficile et incertaine des travailleurs en proie à l'inflation, aux menaces de chômage, à l'insécurité grandissante. Ils ont même parlé très haut de «mécontentement profond» et de «magnifique combativité des travailleurs». Et comment cela se traduit-il sur le plan de l'action ? Par le pitoyable et ridicule cri de Séguy : «Nous persécuterons le gouvernement et le patronat de demandes de négociations». Cette «offensive»... verbale masque mal la renonciation à organiser la lutte ouvrière. Comme si «l'argument» le plus élémentaire permettant aux prolétaires de faire entendre leurs revendications et de préparer les luttes futures n'était précisément pas la grève !

Pourquoi une telle disproportion entre d'une part le mécontentement et la combativité décrits et d'autre part la «modération» — comme le dit *Le Figaro* du 4-9 — de la riposte syndicale ? Eh bien, Séguy l'a dit lui-même dans une interview à *France Inter* le 4-9 : «Nous [c'est-à-dire les opportunistes] ne sommes pas partisans du tout ou rien, et nous connaissons même les limites économiques au-delà desquelles il serait démagogique de vouloir aller».

Ces limites sont ainsi décrites par la bourgeoisie : «ce qui domine en matière d'emploi c'est l'inquiétude, et cette inquiétude joue nettement dans le sens de la dissuasion à l'égard des mouvements revendicatifs» écrit *Le Figaro* du 4-9. Il serait sot d'attendre de la bourgeoisie qu'elle ne mise pas sur la concurrence entre les prolétaires et qu'elle ne les appelle pas à subir avec résignation les effets défavorables d'une modification du rapport entre l'offre et la demande d'emploi. Mais l'association ouvrière n'a-t-elle pas pour but précisément de surmonter la concurrence ? Oui, mais les syndicats sont aujourd'hui aux mains de bureaucra-

tes qui, par nature, sont sensibles aux «arguments» et aux «analyses» de la bourgeoisie et prompts à tirer de l'existence de conditions défavorables la conclusion que l'on ne peut pas lutter — d'ailleurs pour eux ce n'est jamais le moment de le faire.

Le Figaro poursuit en énonçant froidement une autre limite, prouvant que la bourgeoisie connaît bien ses larbins : «la CGT et la CFDT peuvent difficilement engager, dans les circonstances actuelles, des luttes qui apparaîtraient inévitablement comme une tentative de sabotage de l'effort de redressement entrepris par M. Giscard d'Estaing et son gouvernement». Et en effet, conduire véritablement la lutte syndicale pour les salaires et la diminution substantielle du temps de travail porterait un coup terrible à la politique gouvernementale de lutte contre l'inflation, c'est-à-dire à la tentative de ramener les prix au moins au niveau de ceux des concurrents pour résorber le déficit extérieur, tout en préservant les profits capitalistes. La raison en est que la lutte économique n'est qu'un aspect de la véritable guerre qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat. Et on ne peut mener la guerre avec le principe qui consiste à ne se défendre — ne parlons même pas d'attaquer — que dans la mesure où cela ne gêne pas les mouvements de l'adversaire.

Et, poursuit *Le Figaro*, «il est beaucoup plus habile [voyez comment la bourgeoisie est habile, en inspirant véritablement aux syndicats la manière dont ils doivent «défendre les intérêts ouvriers»] de la part des syndicats de demander une négociation sur les «vrais problèmes» [les guillemets sont là pour souligner la connivence], c'est-à-dire les moyens de juguler l'inflation».

Est-il besoin d'ajouter que pour se défendre, les prolétaires doivent passer outre à tous les appels à la modération et tous les chantages au sabotage de l'économie nationale ?

Du 7 juin au 11 juillet s'est déroulée à Bienne, dans la fabrique de pianos Buerger et Jacobi, une grève à laquelle participait la presque totalité des travailleurs suisses et italiens, soit une cinquantaine. Le conflit, qui opposait les travailleurs à la direction depuis un an et demi, avait fait l'objet de 27 séances de conciliation qui, malgré la volonté du syndicat, n'ont pas abouti à un compromis. Et pourtant les revendications des ouvriers n'étaient pas le bout du monde ; ils ne réclamaient que le versement du treizième mois selon les modalités de la convention collective : un tiers du 13^e salaire en 1973, deux tiers en 1974 et le 13^e salaire intégral en 1975. Les négociations n'ayant pas abouti, il fallut, selon la procédure de la «Paix du Travail», faire appel au tribunal arbitral. Or ce dernier donna raison aux travailleurs et somma le patron de payer les ouvriers. C'est le refus du patron de se soumettre à la décision du tribunal arbitral qui déclencha la grève, dernier moyen légal inscrit dans la «Paix du Travail». La grève était donc légale juridiquement et cela explique le soutien verbal de la FOBB (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment) affiliée à l'USS (Union Syndicale Suisse).

Après plus d'un mois de négociation, les bonzes syndicaux avec Canonica, président de l'USS, à leur tête, aboutirent à un accord minable avec le patron. La FOBB, sous les applaudissements du POP (stalinien réformiste de l'endroit), taxa le piteux résultat de «victoire syndicale». La victoire de la FOBB aura été de mettre à genoux les travailleurs de Buerger

Bilan d'une grève en Suisse

et Jacobi devant la direction en sabotant et anesthésiant le mouvement, et d'étendre son influence néfaste parmi les ouvriers de Suisse.

Mais qu'est-il advenu de la revendication des ouvriers ? Les travailleurs recevront le treizième mois avec une progression sur trois ans, mais avec un décalage d'une année sur les clauses de la convention collective, sans parler du fait que les conventions en Suisse sont en général en dessous de ce qu'accordent les patrons, sans attendre l'avis des syndicats ! La FOBB, fière de sa tactique, s'est jetée sur les quelques miettes proposées par la direction, capitulant avant même d'avoir engagé la bataille et brisant la grève et l'élan de solidarité qu'elle avait suscitée.

Dans les faits, la trahison de la FOBB s'est traduite par des propositions individuelles faites aux grévistes de leur trouver du travail «ailleurs», par le refus de réunir les militants du cartel syndical de Bienne à la demande des grévistes qui désiraient étendre l'impact de la grève, par le refus de participer aux manifestations de solidarité, par le déroulement à huis-clos des assemblées qu'elle préside, par le refus de donner la traduction des interventions des travailleurs italiens pour diviser les grévistes, par l'interception des messages de solidarité adressés aux

grévistes et enfin par sa capitulation devant les patrons pour que les ouvriers reprennent au plus vite le travail. Telle est la pratique des agents de la bourgeoisie à la tête des organisations ouvrières. Encore une fois après Verntissa, Hispano-Buherie, Charmilles, etc..., les pompiers sociaux ont trahi les intérêts immédiats des travailleurs.

Dans les faits, la trahison de la vent-ils tirer de cette grève ? Il ne s'agit pas de tomber en adoration devant toutes les grèves, quelles que soient leurs formes et leurs développements, comme le font les spontanistes, mais de réfléchir sérieusement sur leur signification. On ne peut pas prendre cette grève comme un «modèle» et appeler les travailleurs à le suivre dans les conflits à venir. Mais certains aspects méritent l'attention. S'il est vrai que cette grève s'est produite après un an et demi de négociations pacifiques et même courtoises entre les directions syndicales et le patron, et toujours conformément aux prescriptions de l'on ne peut plus légale «Paix du Travail», il s'est établi néanmoins une solidarité entre les travailleurs suisses et «étrangers» employés dans cette fabrique : ni les uns ni les autres n'ont cédé aux fameuses «propositions individuelles». Ils sont descendus dans la rue manifester pour leurs revendications et chercher la solidarité des travailleurs

des autres fabriques. Ils ont constitué un «comité de grève» dont l'objectif était d'organiser la lutte et de résister non seulement au patron (qui menaçait de licencier tous les grévistes) mais également à la direction syndicale qui a tout fait pour saboter cette lutte. Ces faits confirment non seulement que les ouvriers doivent se mettre en lutte même pour obtenir ce qui est précisément prévu par les contrats, mais aussi qu'ils doivent chercher à trouver la solidarité de leurs frères de classe d'autres «nationalités» et d'autres usines, en élargissant si possible leurs revendications ; ou encore qu'ils sont contraints de s'organiser en comités de grève s'ils veulent qu'au lieu des interminables négociations dans lesquelles les directions syndicales enterrent les «différends», on arrive à quelque chose. Le résultat de la lutte des travailleurs de Buerger et Jacobi ne peut certainement pas d'autre part être présenté comme une «victoire» et ceci est dû exclusivement à l'isolement et au sabotage auxquels la FOBB a soumis ces travailleurs.

Nos camarades ont été solidaires des travailleurs de B & J et de leur grève, mais le chemin en fin de compte épuisant et démoralisant qu'ils ont suivi avant de se mettre en lutte ne doit pas être repris. Pour rompre le maudit *statu quo* social, voulu et appuyé par les patrons et par

les directions syndicales, les travailleurs doivent utiliser l'unique arme pour résister à l'attaque patronale : la grève. Mais là aussi, cette arme ne peut être efficace si elle n'est pas préparée de façon adéquate (et la FOBB ne la préparera jamais) et si les objectifs fixés ne sont pas de nature à susciter la solidarité entre les ouvriers des usines et des localités différentes. L'étincelle de la lutte, cela se passe souvent ainsi, part d'une seule usine pour des revendications non seulement partielles mais particulières : que cette étincelle fasse flamber le feu de la lutte ouvrière et que dans ce feu, les ouvriers trouvent toujours plus de force et de solidarité de manière à ce que finalement, leur nombre fasse pencher la balance de leur côté ! Tel est l'espoir et le programme d'intervention des révolutionnaires.

PRESSE INTERNATIONALE

Acaba de aparecer el n° 2 (sep. 1974) de :

EL COMUNISTA

suplemento en español de IL PROGRAMMA COMUNISTA. Su-mario :

- Una política consecvente.
- «Internacionalismo» Sindical.
- El capitalismo habla tambien español.
- Sed de agua... «sed» de pacto

ITALIE

Pour la défense du prolétariat contre le fascisme et la crise

Quelques semaines après le massacre de Brescia, l'attentat contre l'express Florence-Bologne et ses multiples implications montrent à l'évidence que ceux qui croyaient vraiment le péril fasciste conjuré avaient tort. Jusqu'à présent les partis réformistes avaient généralement tenté de présenter le terrorisme fasciste comme le fait de bandes qui se seraient développées à l'insu des organes de l'Etat, et ils avaient tout au plus accusé le gouvernement de manquer d'efficacité dans ses enquêtes et sa répression. Aujourd'hui ces mêmes partis (PCI en tête) sont obligés de recourir à la thèse de l'infiltration d'éléments antidémocratiques dans l'appareil d'Etat. Cette « rectification » ne change cependant rien à la recette qu'ils proposent pour lutter contre la violence fasciste : renforcer les structures démocratiques de l'Etat et appliquer intégralement la constitution.

Mais que signifie appeler le prolétariat à ce type de lutte ? Les institutions démocratiques et la Constitution sont basées sur le principe selon lequel aucun groupe ou individu n'a le droit d'organiser lui-même sa défense, la protection des citoyens relevant des organes répressifs de l'Etat (la condamnation à 12 ans de prison de l'anarchiste Marini, coupable d'avoir répondu à une agression, en fait foi). Appeler les masses ouvrières à défendre la démocratie revient donc à demander de ne prendre aucune mesure pour se défendre directement contre les attaques fascistes. Les résultats de cette politique sont clairs : les bandes fascistes se renforcent, prennent de plus en plus d'assurance et leurs expéditions sont toujours plus menaçantes. Or, si la ligne de conduite proposée par les réformistes est ouvertement défaitiste, l'explication qu'ils donnent de cette assurance grandissante des fascistes est tout simplement absurde. Malgré le « comportement pacifique » qui a été jusqu'à présent celui des travailleurs — c'est-à-dire l'absence d'une réaction vigoureuse de leur part —, une poignée de sous-marins aurait suffi à torpiller l'impartialité démocratique de l'Etat !

Mais alors quel sens cela a-t-il de lutter pour la régénération d'un système démocratique qui fond comme neige au soleil devant la formation d'une cinquième colonne dans ses organes centraux et qui, surtout, n'aurait pas été en mesure de l'éviter ?

La vérité, en dépit de tous les sophismes juridiques et de toutes les explications relevant de la politique-fiction, c'est qu'en défendant le caractère démocratique de l'Etat, le réformisme politique et syndical veut sauvegarder l'ordre social capitaliste que l'Etat protège ; ce faisant il désarme le prolétariat devant toute les forces « légales » et « illégales » que cet ordre met en mouvement pour sa conservation. En effet, en décrétant que les citoyens sont égaux devant la loi et en protégeant le droit à la propriété, la démocratie se fait le défenseur des rapports sociaux existants. Reconnaisant comme inviolable le droit qu'a la bourgeoisie de vivre de l'exploitation du prolétariat, elle s'engage à repousser toute tentative révolutionnaire de la classe exploitée. Quand les contradictions du système s'aiguisent, provoquant pour le prolétariat exploitation accrue et misère, non seulement la république démocratique n'intervient jamais par la force contre la classe des exploités, mais elle s'emploie à colmater les brèches en appelant les « citoyens » à faire des sacrifices plus importants au nom de l'« intérêt national », et se tient prête à utiliser tous les moyens répressifs légaux contre les ouvriers qui voudraient se faire justice eux-mêmes. La démocratie parlementaire — dans la mesure où et tant qu'elle est un ensemble de règles universellement acceptées — constitue donc le meilleur rempart pour la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie et la meilleure cou-

verture pour masquer le contrôle complet que celle-ci exerce sur les forces répressives de l'Etat.

Mais cette emprise de l'idéologie bourgeoise sur le prolétariat ne peut durer qu'aussi longtemps que ce dernier s'imagine pouvoir utiliser à son profit les mécanismes démocratiques, c'est-à-dire tant qu'il existe de fortes organisations opportunistes répandant cette illusion. Dans les phases économiques ascendantes, au cours desquelles le capital peut concéder quelques miettes aux exploités, les opportunistes font croire à ces derniers qu'ils doivent en remercier la démocratie, laquelle, en garantissant le libre exercice du droit de négociation, les mettrait en mesure d'améliorer indéfiniment leur niveau de vie, sans qu'il faille en finir avec le système du salariat.

Puis, au cours des phases de crise et de détérioration des conditions de vie des ouvriers, l'opportunisme exploite l'influence précédemment acquise pour prolonger la durée de l'illusion gradualiste en faisant miroiter à la place des augmentations de salaires et des autres concessions de belles réformes, qui ne sont que des lubrifiants destinés à assurer le fonctionnement normal du système.

Toutefois, au cours de cette seconde phase — qui est celle que nous connaissons à l'heure actuelle — l'opportunisme ne peut mener son activité défaitiste que de façon de plus en plus précaire. La perspective d'un réveil du prolétariat passant de l'illusion gradualiste et réformiste jamais réalisée à la lutte des classes directe trouble le sommeil de la bourgeoisie. Celle-ci ne craint pas seulement l'abandon du légalisme contractuel et le passage à la violence antipatronale pour la défense des conditions d'existence les plus élémentaires (pour réprimer ces tentatives, la police et la magistrature démocratiques suffiraient bien dans les conditions actuelles du mouvement ouvrier), elle craint surtout que les prolétaires ne dirigent leur

lutte contre le bastion central qui protège ses privilèges.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la préparation d'une organisation fasciste : la bourgeoisie prépare une force répressive spécifiquement antiprolétarienne apte à soutenir l'appareil d'Etat pour le cas où celui-ci ne pourrait s'appuyer, sous sa forme démocratique, sur le respect des masses. Opposées sur le plan juridique (où l'une substitue « l'illégalité » à la « légalité ») et concurrentes sur le plan des organisations, les méthodes fascistes et démocratiques sont donc complémentaires quant à leur but immédiat, qui est de sauvegarder par tous les moyens la stabilité de l'Etat bourgeois, et convergentes en ce qui concerne le but général, c'est-à-dire le maintien des rapports sociaux capitalistes.

Revendiquer pour lutter contre le fascisme la défense de la démocratie et des espérances réformistes, c'est prétendre exorciser le spectre en se frottant soi-même dans la camisole de force politique qu'il veut nous imposer à coups d'attaques et de bombes. Lancer de tels appels au prolétariat, c'est lui demander de se suicider pour ne pas être assassiné ; c'est se comporter comme son pire ennemi.

Face à une violence bourgeoise qui ne s'en tiendra pas à des coups d'essai, les communistes internationalistes appellent les ouvriers à se défendre des dangereuses illusions du réformisme, à ne pas écouter ceux qui se font les apôtres de la paix sociale, et à éviter la grave erreur de considérer ces gens-là, ne fût-ce que comme des alliés possibles à l'heure du danger. Ils appellent les plus conscients et les plus combattifs à participer au dur travail de reconstruction d'un parti authentiquement marxiste et révolutionnaire, le seul capable de réaliser cette préparation et cette

organisation qui ont fait défaut jusqu'à présent, sauf dans certains discours démagogiques. Les révolutionnaires disent aux prolétaires que leurs armes ne peuvent pas être les armes métaphoriques et abstraites de la propagande, de la persuasion et de la légalité électorale. Ils les incitent à accepter la lutte sur le terrain où les défie la bourgeoisie, et à préparer la riposte qui exigera une milice ouvrière d'autodéfense capable de répondre à la violence par la violence et aux armes par les armes, sans oublier qu'une telle riposte ne peut avoir de sens que si elle est indissolublement reliée à la perspective de l'offensive résolue, à plus ou moins long terme, contre les positions de la bourgeoisie.

En même temps, pour sortir d'une situation de plus en plus grave pour le prolétariat, ils indiquent comme objectif la reconstitution d'un front syndical compact, fondé sur l'action et l'organisation directes, et qui, loin de vouloir concilier les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie, comme le veulent les centrales syndicales actuelles, avance comme exigences absolues :

— des augmentations substantielles des salaires (les plus uniformes possibles et plus fortes pour les bas salaires),

— la réduction draconienne du temps de travail (ce qui est, dans la situation actuelle, la seule façon de défendre réellement l'emploi),

— le refus de toute restructuration du travail, des heures supplémentaires et de toute forme de « stimulant ».

Le premier pas dans ce sens sera de donner vie, à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, à une force de classe consistante vers laquelle les révolutionnaires appellent les prolétaires à faire converger tous les efforts.

Seule une politique révolutionnaire cohérente pourra entraîner une défense efficace sur les plans économique et politique.

L'opportunisme stalinien L'internationalisme des laquais

(Suite de la page 1)

bourgeoisie que le franquisme peut disparaître sans que la machine d'Etat en soit gênée ; voyez l'Italie, où les bourgeois les plus « progressistes » sont bien obligés de reconnaître que « rien ne peut être fait sans les communistes », même si le moment et la forme de leur collaboration extra, para ou intragouvernementale sont encore à préciser.

C'est bien la raison pour laquelle la tentative du PCF de renflouer l'épave de la social-démocratie n'a pas rencontré de réaction sérieuse de la part de la bourgeoisie et qu'aujourd'hui certains secteurs de la classe dominante s'offusquent même que l'on puisse envisager des formules de gouvernement au centre, chères à Lecanuet, qui « rejetteraient les communistes dans les ténèbres extérieures au jeu des institutions ». Et, au fait, qu'en est-il de leur pro-

gramme ? C'est en gros celui du CNR, quelques nationalisations et quelques réformes sociales, plus quelques grands projets du genre « relance de la consommation intérieure ». En réfléchissant bien, une fois dépoussiéré de ses aspects utopiques et réactionnaires, le programme économique contient même des aspects positifs que la bourgeoisie peut être amenée à considérer dans les temps de crise. Quant aux réformes sociales, le PCF et la gauche ne se sont pas lassés de répéter qu'ils n'exigeront que ce qui est compatible avec les possibilités économiques ! Et puis, tout cela doit être voté par le Parlement, sans parler du fait que le « programme commun » pourra être révisé en fonction des nouveaux venus dans le rassemblement. Et enfin le PCF promet de n'être pas trop exigeant pour le prix de sa sale besogne : « nous ne sommes pas les hommes d'un clan, ni les hommes de la re-

vanche » s'écrie Marchais. Le passé, c'est le passé ! L'intérêt national avant tout !

Si la bourgeoisie est donc en train, non sans nostalgie, de se faire à l'idée qu'il faudra de nouveau envisager, le moment venu, d'utiliser le personnel politique opportuniste, le parti communiste sent de son côté venir cette possibilité, et dans l'espoir de rapprocher le plus possible l'heure de cette « communion nationale », tout frémissant d'impatience à l'idée de ce nouveau « compagnonnage », il se débarrasse en toute hâte des derniers oripeaux du vieux langage communiste et des restes d'allusions au socialisme, pour expliquer que s'il en existe un, il ne peut être qu'« un socialisme pour la France » et « à la française ». Finis pour toujours juin 48, la Commune et les révolutions russes, la seule chose qui reste, c'est la Nation dont le « rayonnement n'a jamais été aussi grand que dans ces périodes de l'histoire — 1789, le Front Populaire, la Libération — où le peuple a pris en mains son avenir et a ouvert de nouveaux chemins au progrès social et à la liberté » (Marchais, *La politique du PCF*). C'est là le sens du XXI^e congrès qui se prépare.

A l'heure de la crise, si la bourgeoisie a besoin d'eux, les laquais opportunistes seront prêts.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Liste n° 8

Gabriel, 200 ; François, 90 ; Cavaillon, 40 ; François, 90 ; Cavaillon (juillet), 40 ; J. Paul, 60 ; Piccino pour la presse, 100 ; J.P., 2.

Total liste n° 8 : 620,00 F

Total précédent : 29.960,36 F

Total général : 30.580,36 F

L'agitation dans le contingent

(Suite de la page 1)

faire passer du côté de l'insurrection des pans entiers de l'armée et en paralyser d'autres afin d'anéantir les forces militaires de la bourgeoisie ; celle de constitution, grâce au pouvoir prolétarien, de l'Armée Rouge qui devra être le rempart de la dictature prolétarienne.

Mais pour en revenir aux appels angoissés du Monde à « l'imagination », il faut relever que les partis de gauche ne se sont pas mis en reste, en particulier le PCF. Ce dernier a mis au point en effet un programme destiné à renforcer « l'efficacité de l'Armée », pour parvenir à une « Défense nationale véritable » (et... véritablement na-

tionale !), remonter le moral des cadres militaires, donner enfin quelques bricoles aux travailleurs appelés dans l'espoir qu'ils se tiennent tranquilles, et éviter que le contingent ne devienne un bouillon de culture anti-militariste.

Et d'ailleurs, le PCF et ses Jeunesses ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de faire du mouvement revendicatif dans le contingent un levier pour la « réforme de l'armée » dont nous reparlerons. C'est pourquoi une lutte véritablement communiste contre le militarisme bourgeois et une défense conséquente des revendications des travailleurs sous les drapeaux sont inséparables de la dénonciation la plus impitoyable de l'orientation réformiste.

les dirigeants syndicaux qui n'étaient pas consentants, et finalement interdire (en 1963) les syndicats que s'étaient donnés les travailleurs. Inutile de dire quel genre d'appui le syndicat officiel a pu donner aux grèves ouvrières de ces dernières années !

Mais comment Séguéy pourrait-il souffler mot de tout cela, étant donné le rôle peu reluisant qu'ont joué la CGT et le PCF dans la liquidation de la CGTK, le syndicat camerounais né de la vague de grèves de l'après-guerre ? En effet, après le soulèvement de mai 1955, l'impérialisme français mit d'une part le pays à feu et à sang pour écraser la lutte armée d'émancipation à laquelle participait la CGTK et mit d'autre part sur pied le gouvernement actuel de Ahidjo. Dans le cadre de ces manœuvres pour mettre sur pied en toute hâte un gouvernement dévoué aux intérêts de la « France éternelle », il réussit à trouver l'appui d'un dirigeant de la CGTK, Ngom Jacques, qui prêcha ouvertement la renonciation à la lutte et le ralliement. Cet individu et sa politique reçurent l'appui officiel de la CGT et du PCF, en dépit des protestations et de l'indignation des combattants camerounais qui avaient cru trouver dans ces organisations un appui dans la lutte contre l'opresseur colonialiste.

Il va sans dire que le fameux Ngom fut récompensé de ses bons et loyaux services. Il fut nommé en 1961 secrétaire général du syndicat officiel, devenu unique en 1963 après interdiction de la CGTK.

On imagine donc aisément que ce dont va parler Séguéy avec ses « camarades syndicalistes », ce n'est pas de la lutte commune contre l'impérialisme français et ses laquais...

Des « syndicalistes raisonnables »... Le « démantèlement » de l'État, vu par l'OCI

(Suite de la page 1)

vant la classe ouvrière la menace du « pire niveau de chômage jamais vu depuis les années trente dans le monde occidental » (F.T., 4-9) si on ne limitait pas « volontairement » les revendications salariales. Qui d'autre qu'un chef de parti « ouvrier » peut impunément exercer à l'égard du prolétariat un chantage aussi grossier doublé d'un mensonge aussi cynique — puisque les économistes bourgeois prévoient de toute façon le million de chômeurs en Grande-Bretagne en 1975 ?

Au cours d'une mascarade de débat, une soi-disant motion d'opposition au « contrat social » était présentée par des « communistes » du P.C. anglais, selon lesquels la raison des problèmes industriels de la Grande-Bretagne est « le sous-investissement par les riches » (F.T., 5-9) — c'est-à-dire en somme que tous les maux de la société capitaliste viendraient de ce que les capitalistes... n'accumulent pas assez de capital. Mais même leur motion-bidon était retirée à la dernière minute, cependant que des « communistes » entraînent pour la première fois dans les instances dirigeantes du T.U.C. Il ne restait plus au Congrès qu'à célébrer l'union sacrée dans l'approbation massive du « contrat social », ce qui implique notamment que le T.U.C. s'engage à essayer de faire respecter par les syndicats membres qui seraient tentés de passer outre la « modération » dans les revendications.

Pendant ce temps, certains éléments de la bourgeoisie britannique songent à préparer l'avenir. Deux militaires en retraite, un général Walker et un colonel Stirling, ont entrepris de mettre sur

pied des milices pour renforcer ou compléter les forces légales de répression bourgeoise en cas de troubles sociaux ou de grèves généralisées, par exemple en attaquant les piquets de grève, ou en transportant des jaunes par hélicoptère pour faire tourner les usines. L'ex-ministre conservateur Rippon a repris l'idée en préconisant la création d'une « réserve civile de volontaires » capable notamment d'aider l'Etat à lutter contre « l'anarchie sociale » sous la direction du gouvernement et du Parlement. Les dirigeants travaillistes ont aussitôt poussé de hauts cris, comme si ces éléments « fascistes » ne concouraient pas en fait, avec des méthodes différentes et complémentaires, vers les mêmes objectifs qu'eux. Le très réactionnaire *Economist* a remis les choses en place avec sang-froid : « Si des hommes comme David Stirling peuvent donner une aide sensée, eh bien tant mieux ! » Mais, a-t-il conclu : « Ce sera sur des syndicalistes raisonnables, beaucoup plus que sur M. Stirling, que reposeront les décisions du pays ». Au moins dans l'immédiat...

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

Dans le langage apocalyptique qui lui est familier et qui lui sert ordinairement à habiller son pacifisme d'oripeaux « révolutionnaires », l'OCI clame depuis quelques mois à qui veut l'entendre que « la révolution prolétarienne a commencé au Portugal », mieux, que « pour la bourgeoisie portugaise, il faudrait un Etat fort, ou plutôt il

On croit rêver. Pris en main par l'armée — presque sans effusion de sang et avec la bénédiction, non seulement des partis démocratiques et opportunistes, mais des principaux trusts — dans une situation explosive où la crise en cours aux colonies menaçait de provoquer des répercussions sociales graves en métropole, l'Etat portugais s'est déjà doté de trois gouvernements, chargés de régler le problème colonial et d'assurer le passage indolore de la forme fasciste à la forme démocratique de la dictature du capital. Ces gouvernements ont pris, entre autres « petites » mesures, la décision de bloquer les salaires, de « réglementer » le droit de grève, en stipulant un préavis de... 37 jours, en interdisant les grèves politiques, l'occupation des usines, les grèves ayant pour but le « sabotage de l'économie » (cf. *Le Proletaire* n° 179), en interdisant — dans le cadre de la loi abolissant la censure ! — « l'incitation à la grève, à l'arrêt du travail », à des manifestations « non autorisées » et bien sûr « à la désobéissance militaire » (*Le Monde* du 23/24-6). Mais pour l'OCI... l'Etat est « disloqué ».

Non seulement la relève de l'armée a été assurée avec continuité au travers même du changement de personnel politique, mais le plus récent de ces gouvernements — où la part des militaires est accrue — a déjà à son actif la création d'un corps spécial de répression ayant pour mission « chaque fois que surgiront des menaces à la paix et

à la tranquillité publiques, de garantir le libre exercice de l'autorité constituée, le respect de l'ordre public nécessaire au fonctionnement des institutions, des entreprises et des services publics ou privés essentiels à la vie de la nation ainsi que la sauvegarde des personnes et des biens » (*Le Figaro*, 13/14-7-74), et pour les colonies des « commandos opérationnels » d'intervention rapide spécialement chargés de « combattre le terrorisme » (*Le Figaro* du 12-8-74), en bonne harmonie avec l'ancienne Pide, qui, dissoute en métropole, n'en a pas moins été restructurée en « police de renseignements militaires » dans le cas de l'Outremer (*Le Monde* du 27-4). Mais l'OCI n'en parle pas.

Le mois d'août a été marqué de massacres, par la police ou par l'armée, à Lisbonne et surtout en Afrique, à l'encontre de manifestants anti-colonialistes (cf. entre autres *Le Monde* des 16 et 18/19-8-74). Bref, tout en renforçant son Etat, la bourgeoisie portugaise s'initie brillamment aux méthodes démocratiques depuis longtemps en vigueur chez ses voisins européens, avec tout leur arsenal de violence — directe et indirecte — contre le prolétariat et les peuples coloniaux. Mais l'OCI n'en parle pas.

Par contre, l'OCI apporte abondance de « preuves » que cet Etat qui interdit et qui mitraille n'existe plus, puisque « dans la plupart des usines du pays se sont constitués

des comités d'usine dont l'existence et l'action sont par elles mêmes incompatibles avec le régime de la propriété privée » (*Informations Ouvrières*, n° 666), puisque se sont formés des syndicats libres et des conseils de gestion — dans les usines (où, d'après l'OCI, « les travailleurs chassent (!!) les grands capitalistes les plus haïs », *Informations Ouvrières* n° 668, 21 août-4 septembre), dans les rédactions de journaux et, bien sûr, dans les chères facultés.

La conclusion de l'OCI c'est que « en haut » on pensait (!) dénouer la crise par un simple changement du régime bourgeois. « En bas » en détruisant (!) les structures corporatistes de l'Etat salazariste, les masses laborieuses des villes et des campagnes démantèlent l'Etat bourgeois portugais, qui se confond avec la dictature fasciste » (*ibid.*).

Tout est clair. Comme dans la mystification social-démocrate classique propagée par le PC, l'OCI fait passer un changement de gouvernement, un changement de forme de la dictature bourgeoise pour la destruction de l'Etat bourgeois tout court. Mais alors que le PC, par la bouche de Cunhal, parle de « détruire la machine d'Etat fasciste pour construire un nouvel Etat démocratique » (*L'Humanité* du 22-6) comme d'un des objectifs essentiels du nouveau gouvernement, objectif par conséquent à réaliser par « en haut », selon la vieille maxime de la participation à la gestion des pouvoirs bourgeois, dans la phraséologie démagogique de l'OCI, le « démantèlement » de l'Etat s'opère par « en bas », par le miracle de la formation des... conseils de gestion !

Dans les deux cas, la révolution — c'est-à-dire l'insurrection prolétarienne, la lutte armée, la destruction centrale du pouvoir de classe de la bourgeoisie par le prolétariat en armes dirigé par son parti — est escamotée. Mais la mystification est plus écœurante encore chez les prétendus « révolutionnaires » qui se sont faits les paladins du « gouvernement PC-PS sans représentants du ... capital » comme d'une étape vers la révolution « aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violences » — de la part du prolétariat —, et qui, faisant passer des manifestations d'effervescence prolétarienne pour une révolution politique dont elles sont toujours le nécessaire prélude, mais qu'elles ne peuvent remplacer, contribuent ainsi à brouiller aux yeux du prolétariat la vision des moyens indispensables de son émancipation.

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 16 (21 agosto 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- di cui diamo il sommario :
- Mentre l'ordine capitalista mondiale si rigira in un letto di spine.
 - L'opportunismo sindacale di fronte alla crisi.
 - Storia della Sinistra (riunione generale di partito).
 - Il solito « test » di laboratorio staliniano in Portogallo et dintorni.
 - Il neofascismo problema ricorrente nel secondo dopoguerra.
 - Per la difesa proletaria contro fascismo e crisi.
 - Parabola del laburismo.
 - Dalle « Tesi d'aprile » al luglio 1971.
 - Certi critici non molto intelligenti...

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

LA LEÇON DE LA TRAGÉDIE CHILIENNE

A l'occasion des manifestations du 11 septembre, nos militants ont diffusé le tract suivant :

PROLETAIRES, CAMARADES,

Il y a un an, le régime de Salvador Allende, tout réformiste et légaliste qu'il était, tombait sous les coups d'une armée entraînée et subventionnée par l'impérialisme américain pour défendre ses intérêts et ceux des classes dominantes du Chili ; une répression féroce — qui dure encore — s'abattait sur les travailleurs chiliens et leurs organisations politiques et syndicales.

Aujourd'hui, on vous demande de manifester votre indignation contre la terreur impitoyable que font régner Pinochet et ses acolytes et d'exprimer votre solidarité à l'égard de leurs victimes. Mais les partis et les groupes qui vous appellent à manifester ne sont rien d'autre que les équivalents européens de ceux qui, directement ou indirectement, ont frayé la voie à Pinochet : les radicaux, fussent-ils « de gauche », qui défendent et ne peuvent défendre que les intérêts de leur classe et dont il est absurde d'attendre qu'ils rejoignent la cause de l'émancipation prolétarienne ; les partis prétendant ouvriers, comme le parti socialiste et le parti « communiste », qui vous bercent d'illusions mortelles sur la voie pacifique, légale et parlementaire au socialisme et qui vous préparent ainsi, en vous désarmant politiquement et physiquement, à subir le joug du capital. En même temps, ou concurrentement avec ces partis, certains groupes d'extrême-gauche vous demandent de manifester votre solidarité avec les victimes et votre indignation envers les bourreaux alors que, suivant l'exemple du MIR chilien, ils cautionnent, jûte-ce en pratiquant un « soutien critique », la répétition de ce même front d'alliance entre les classes qui a conduit à la défaite les prolétaires et les paysans chiliens.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Il n'y a qu'une façon sérieuse de manifester votre solidarité à l'égard de vos frères persécutés et massacrés, c'est de tirer de la tragédie chilienne une confirmation vivante de la leçon séculaire du marxisme. La voie de l'émancipation de la classe ouvrière ne passe pas par le bulletin de vote, le parlement, les réformes, la démocratie, la participation au gouvernement ou le gouvernement ouvrier sanctionné par des lois. Elle passe par la conquête violente du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, l'exercice de la dictature prolétarienne, et tout cela suppose la présence du parti de classe jouant un rôle dirigeant. Cette voie-là on ne la prépare pas en se solidarisant ou en fusionnant avec des couches mal définies et soi-disant progressistes de la bourgeoisie nationale, mais en rassemblant autour du drapeau de la révolution prolétarienne les masses laborieuses exploitées des villes et des campagnes. On ne répond pas à la violence de l'opresseur en faisant appel aux lois, à la morale et à la justice, mais par la violence des opprimés. On n'oppose pas aux armes de la classe dominante des articles de constitution ou les principes éternels de la démocratie universelle, mais les armes de la classe dominée. On ne peut pas demander à l'armée, bouclier de la bourgeoisie, de se « démocratiser » pour le plus grand bien du

prolétariat, comme le font certains groupes qui se veulent cependant révolutionnaires. La classe ouvrière aura besoin d'une armée à elle pour écraser son ennemi de classe : elle ne peut demander aide et protection à l'instrument de défense de la société capitaliste.

PROLETAIRES, CAMARADES,

Les « socialistes » du genre d'Allende ont depuis longtemps oublié cette vérité. Les faux communistes qui, ayant perdu toute pudeur, se présentent comme les héritiers d'Octobre 1917 et de la III^e Internationale, ont tout fait pour l'effacer de votre conscience. Cette vérité, il faut qu'elle redevienne votre guide.

Les révolutionnaires — qui sont aujourd'hui une infime minorité — n'attendent ni compréhension ni pitié de la part de la bourgeoisie et de ses laquais. Ils ne les accusent pas non plus de « trahir la classe ouvrière » : l'ennemi de la classe, au Chili ou ailleurs, a-t-il jamais fait mystère de sa ferme décision de conserver, par tous les moyens, ce rempart de l'exploitation des travailleurs qu'est le pouvoir d'Etat ? Ce que les révolutionnaires appellent trahison, c'est le travail quotidien de désarmement idéologique, politique et physique du prolétariat que mène l'opportunisme ; son chef de file est le stalinisme, massacreur du Parti de Lénine, jossroyeur de la III^e Internationale, responsable du cycle contre-révolutionnaire qui pèse durement depuis près d'un demi-siècle sur le prolétariat des métropoles impérialistes et sur les masses ouvrières et paysannes des pays ex-coloniaux et arriérés ; et la tragédie chilienne ne représente malheureusement qu'un fruit supplémentaire de cet opportunisme sanglant.

Tout en déclarant n'avoir rien en commun avec Staline et ses héritiers, des groupes d'extrême-gauche appuient cependant de façon plus ou moins consciente les manifestations officielles, sans souffler mot du rôle criminel de l'opportunisme légaliste et pacifiste, sans la collaboration duquel l'impérialisme américain, la junte militaire, la démocratie chrétienne de Frei, et tous les représentants de la conservation sociale, n'auraient jamais pu accomplir leur sinistre dessein. En cachant ce rôle, ils vous empêchent objectivement de reconnaître, aux côtés de votre ennemi direct, son complice et son laquais l'opportunisme ; ils vous lient objectivement les mains en vous exposant aux coups de la bourgeoisie et de ses agents.

Contre la brutale dictature ouverte des Pinochet du monde entier soutenus par l'impérialisme américain, contre la dictature cachée sous le masque démocratique des bourgeois qui font mine de pleurer sur les cadavres des ouvriers et des paysans précisément parce qu'ils ont cessé de menacer l'ordre établi, « on ne peut lutter avec succès qu'avec les forces et les méthodes de la révolution prolétarienne ». Cette leçon que Trotsky a tirée de tout le patrimoine marxiste, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière « ne veulent ni ne peuvent la faire leur », mais ils s'efforcent au contraire jour après jour de l'étouffer. C'est cette leçon qui doit être propagée en cet anniversaire du massacre des travailleurs chiliens.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL